

Coordination Régionale contre le projet de LN PCA Ex LGV PACA

coordinationcontrelalgypaca@laposte.net

Madame Ségolène ROYAL
Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable
et de l'Energie
Hôtel De Roquelaure - 246 bd St Germain
75007 PARIS

Le 2 Septembre 2014

Objet : demande de rendez-vous à propos du projet de ligne ferroviaire nouvelle Provence-Côte d'Azur

Madame la Ministre,

La Coordination Régionale contre le projet de LGV (plus d'une centaine d'associations et organismes majoritairement acteurs du Débat Public) travaillant depuis trois ans en étroite collaboration avec des intervenants professionnels, vous prie de bien vouloir lui consacrer un peu de votre temps précieux et compté, à propos du dossier brûlant de la LGV PACA ou Ligne Nouvelle Provence -Côte d'Azur, laquelle devrait traverser entre autres sites protégés - le futur Parc Régional de la Sainte Baume, le site Natura 2000 du Val d'Argens et celui de la Siagne.

En effet, grâce à des manipulations de terminologie, ce projet vient de franchir une étape importante et le rythme des études s'accélère. La Zone de Passage Préférentielle de la Priorité 1 a été arrêtée et une nouvelle étape concernant la priorité 2 vient d'être engagée (PJ 1 : courrier RFF du 16 mai 2014), c'est à dire pour la totalité du projet, Marseille-Nice.

Nous voudrions souligner la **lourde responsabilité** que devront assumer devant la postérité ceux qui n'auront pas accepté d'ouvrir les yeux et qui ont refusé d'entendre et de prendre en compte les arguments contre ce projet destructeur, lorsque les dégâts sur le plan géologique et hydrogéologique, les coûts et surcoûts surgiront!!

Pour mémoire le coût en 2005 lors du Débat Public se situait entre 5 et 7 milliards d'euros, à ce jour, il est supérieur à 20 milliards d'euros.

Quant au financement, ce sont les collectivités territoriales de la région (seulement 3 départements) qui auront à assumer la plus grande partie de ce coût exorbitant puisque l'Europe et Monaco se sont désengagées, que ce projet devrait être assujéti à l'amendement SAVARY et que RFF et l'Etat n'en n'ont plus les moyens,

comme vous l'avez si bien soulevé lors de votre prise de position contre l'autoroute qui devait traverser votre région « Poitou Charente ».

La réussite de la mission de financement confiée à MM COUSQUER et IDRAC devait être un " *préalable* " à la poursuite du projet. Pas de financement trouvé à ce jour... et le projet se poursuit ...

La Région Provence Côte d'Azur et ses départements sont en grande difficulté financière (appel du Conseil Général du Var à la solidarité : asphyxie financière du département, augmentation des taxes, paupérisation de la Région ...) et ces travaux ne seront en aucun cas rentabilisés par la fréquentation de la ligne.

De plus, une Ligne Nouvelle à grande vitesse n'est en aucun cas, la solution aux problèmes de mobilité quotidienne des habitants de la Région Provence Côte d'Azur, encore moins la solution à la pollution aérienne périurbaine.

Des solutions alternatives existent (PJ 2). Outre le fait qu'elles répondent, elles, aux besoins des habitants et à la demande des élus de terrain, elles s'avèrent bien moins coûteuses et ne viendront pas obérer le financement des autres besoins locaux et régionaux, en cette période de crise économique.

Toutes nos demandes, propositions, tentatives d'alerte auprès des différentes instances régionales, nationales et gouvernementales sont restées sans suite (pour exemple, la dernière en date, en PJ3, la lettre ouverte de juin 2014 envoyée aux Députés). Seules les propositions des porteurs de ce projet ont été prises en considération.

Connaissant votre position sur la bonne utilisation des deniers publics et votre souci certain de préservation d'une région déjà très touchée écologiquement, nous souhaiterions pouvoir vous rencontrer, pour vous faire part de nos inquiétudes et développer nos arguments brièvement évoqués dans ces quelques lignes.

En vous remerciant de l'intérêt que vous voudrez bien porter à cet appel et en espérant que vous y répondrez favorablement, nous vous prions de croire, Madame la Ministre, en l'expression de notre sincère considération.

Pour la Coordination Régionale contre le projet de LN PCA,

**Correspondant
Var**

Didier CADE
318, chemin de Fontanieu bis
83740 LA CADIÈRE D'AZUR
didier.cade@gmail.com
06.11.97.29.42

**Correspondant
Alpes Maritimes**

Serge JOVER
17, avenue Bellevue
06270 VILLENEUVE-LOUBET
serge.jover@wanadoo.fr
06.86.85.35.21

**Correspondant
Bouches du Rhône**

Alex AMBERTO
16, avenue Maguy Barbaroux
13400 AUBAGNE
amberto.alex@neuf.fr
06.32.87.54.84.